



Pour diffusion immédiate : 07/08/2023

GOVERNEURE KATHY HOCHUL

**LA GOUVERNEURE HOCHUL ANNONCE LE LANCEMENT D'UNE CAMPAGNE À L'ÉCHELLE DE L'ÉTAT POUR INFORMER LES NEW-YORKAIS DE SERVICES ESSENTIELS DE SOUTIEN AUX VICTIMES ET SURVIVANTS D'UN CRIME ET LEURS FAMILLES**

*Cet effort de sensibilisation du Bureau des services aux victimes de l'État de New York met en évidence la grande variété de soutien et de services offerts gratuitement par les programmes d'assistance aux victimes dans l'ensemble de l'État et l'accès à une aide financière pour les dépenses résultant d'un crime*

*La campagne, qui débute aujourd'hui, le 7 août, durera douze semaines et aura pour objectif d'atteindre les communautés traditionnellement mal desservies et celles touchées par l'augmentation du nombre de crimes haineux : personnes noires, asiatiques, juives et LGBTQ+*

La gouverneure Kathy Hochul a annoncé aujourd'hui le lancement d'une campagne à l'échelle de l'état pour informer les new-yorkais des services essentiels de soutien disponibles pour les victimes et survivants d'un crime et leurs familles. Financé par le Bureau des services aux victimes, cet effort de sensibilisation du Bureau des services aux victimes de l'État de New York met en évidence la grande variété de soutien et de services offerts gratuitement par les programmes d'assistance aux victimes dans l'ensemble de l'État et l'accès à une aide financière pour les dépenses résultant d'un crime. La campagne, qui débute aujourd'hui, le 7 août, durera douze semaines et aura également pour objectif d'atteindre les communautés traditionnellement mal desservies et celles touchées par l'augmentation des crimes signalés par : des personnes noires, asiatiques, juives et LGBTQ+

« Il existe une myriade de ressources disponibles pour les personnes qui vivent, travaillent ou visitent notre État et qui sont victimes d'un crime, mais ces services n'ont pas d'importance si les individus et les familles ne savent pas qu'ils existent ou s'ils ont des difficultés à y accéder », **a déclaré la gouverneure Hochul.** « Nous travaillons pour les New-Yorkais, et ce travail consiste notamment à être là pour eux lorsqu'ils en ont le plus besoin. Je suis fière du travail accompli par le Bureau des services aux victimes et je suis ravie de redoubler nos efforts pour que les personnes qui en ont besoin sachent exactement comment y accéder », ajoute-t-elle.

« L'État de New York est en mesure de fournir de l'aide et nous veillons à ce que ces services soient non seulement gratuits, mais aussi facilement accessibles aux victimes d'un crime », **a déclaré le lieutenant-gouverneur Delgado.** « L'État de New York sera toujours aux côtés des survivants et veillera à ce qu'ils soient pleinement conscients des ressources à leur disposition au moment où ils se lancent dans leur processus de rétablissement », ajoute-t-il.

La campagne à l'échelle de l'État se poursuivra jusqu'au dimanche 29 octobre et sera menée sur Facebook, Instagram, YouTube, les recherches Google, sur les canaux de streaming et la radio iHeart, par le biais d'annonces publicitaires dans les commerces locaux et sur des plateformes destinées aux communautés noire, juive, asiatique et LGBTQ+. Intitulée *Sunrise*, la campagne met l'accent sur les espoirs et la capacité à aller de l'avant, ainsi que sur la facilité d'accès aux services et au soutien qui peuvent aider les individus et leurs proches après un crime.

**Elizabeth Cronin, directrice du Bureau des services aux victimes de l'État de New York, a déclaré :** « L'État de New York occupe depuis longtemps une position de leader en ce qui concerne la disponibilité des services, du soutien et de l'aide financière pour les victimes et les survivants. Cependant, au lendemain d'un crime, il peut être déroutant et difficile de trouver de l'aide. Nous souhaitons informer tous les New-Yorkais, avant qu'ils ne soient confrontés à une crise, de l'aide précieuse dont ils peuvent bénéficier. Je remercie la gouverneure Hochul pour son soutien constant et sa collaboration à nos efforts, qui font la différence dans la vie des individus, des familles et des communautés. »

Le Bureau des services aux victimes (Office of Victim Services, OVS) finance et soutient 239 programmes communautaires d'aide aux victimes dans tout l'État qui fournissent des services essentiels, tels que des conseils en cas de crise, des groupes de soutien, la gestion des dossiers, des refuges d'urgence, une aide juridique civile et une aide au logement, entre autres, aux victimes et aux survivants, ainsi qu'à leurs familles, leurs proches et leurs communautés. Ces programmes offrent des services gratuits, indépendamment du fait que la personne ait ou non signalé le délit à la police. Les avocats et les prestataires de services aident également les personnes [à présenter des demandes d'indemnisation ou de remboursement](#) des dépenses qu'elles ont encourues à cause de l'infraction. Plus de 80 % des demandes sont présentées dans le cadre de programmes financés par l'OVS.

Le financement de cette campagne de sensibilisation est assuré par la loi fédérale sur les victimes d'actes criminels et n'a aucune incidence sur le financement des programmes d'aide aux victimes ou sur les indemnisations et les remboursements. L'agence évaluera les résultats de cette campagne et utilisera ces données pour éclairer leurs décisions futures en matière d'information et de sensibilisation.

La campagne s'appuie sur les efforts considérables déployés par le Bureau des services aux victimes pour améliorer et renforcer l'accès aux services, étendre l'admissibilité à l'aide financière et [renforcer les capacités des prestataires de services](#)

[par le biais de la formation professionnelle et de l'assistance technique](#). En outre, l'agence a établi un partenariat avec le [Centre de justice du Conseil des gouvernements d'État](#) pour mener une évaluation complète des besoins afin de mieux comprendre les lacunes dans les services, les besoins à court et à long terme des victimes et des survivants, et d'apporter des améliorations aux programmes qui aident et renforcent les capacités des individus, de leurs proches et de leurs communautés.

Au cours des dernières années, l'OVS a réalisé le suivant :

- lancement de la plateforme [OVS Resource Connect](#), une [plateforme en ligne qui permet aux individus de trouver de l'aide et des ressources en utilisant un langage courant pour obtenir de l'aide pour un problème ou un besoin spécifique, selon leur code postal](#). OVS Resource Connect génère alors une liste de programmes qui peuvent fournir des services pour répondre à leurs besoins.
- a fait progresser et soutenu toute une série de lois qui, une fois adoptées, ont étendu l'accès et le droit à l'indemnisation, [notamment en permettant aux victimes de crimes haineux, de diffusion ou de publication illégale d'une image intime et de mise en danger d'autrui au premier et au deuxième degré de recevoir une indemnisation](#) pour le manque à gagner, les frais de nettoyage de la scène du crime, les conseils et autres dépenses non couvertes par l'assurance, même si elles n'ont pas été blessées.
- [a augmenté de l'indemnisation pour les biens personnels essentiels perdus ou endommagés](#) de 500 à 2 500 dollars ; augmentation des indemnités d'urgence pour les frais funéraires jusqu'à 3 000 dollars ; et élargissement de l'accès à l'indemnisation pour les personnes victimes de crimes haineux mais qui n'ont pas subi de blessures physiques.
- a établi un partenariat avec la Division des services de justice pénale de l'État pour intégrer [des travailleurs sociaux agréés et des gestionnaires de cas](#) aux programmes SNUG de sensibilisation de rue dans les communautés les plus durement touchées par la violence armée et d'autres délits. Cette initiative a permis à OVS d'atteindre des personnes qui n'étaient pas au courant de l'existence de ces services et de cette assistance par le passé, ou qui hésitaient à les solliciter. Le partenariat a été lancé en 2020, au moment où les travailleurs sociaux et les gestionnaires de cas aidaient en moyenne 275 personnes par trimestre. L'année dernière, ces professionnels ont reçu en moyenne 733 personnes par trimestre et leur ont apporté des conseils et un soutien émotionnel, les ont aidées à accéder à un logement sûr et à demander une indemnisation pour les dépenses occasionnées par le crime, y compris les frais d'obsèques.
- a fourni [6,3 millions de dollars de financement sur deux ans à des programmes communautaires](#) qui travaillent avec les quartiers les plus durement touchés par la violence armée.

Le [Bureau des services aux victimes](#) finance et soutient un réseau de programmes d'aide aux victimes à l'échelle de l'État et fournit [un filet de sécurité financier essentiel](#) aux personnes qui doivent faire face à des dépenses liées à un acte criminel,

mais qui n'ont pas d'autres ressources pour les payer. L'agence fournit une assistance financière et un remboursement aux victimes de crimes éligibles et à leurs familles pour les frais médicaux et de conseil, les frais de funérailles et d'enterrement, la perte de salaire et le soutien, ainsi que d'autres formes d'assistance. New York est le seul État du pays à ne pas plafonner les frais médicaux ou de conseil, ce qui signifie que les personnes peuvent recevoir une aide aussi longtemps qu'elles en ont besoin. Suivez le Bureau des services aux victimes sur [Twitter](#) et [Facebook](#).

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418

[SE DÉSABONNER](#)